

1/2/80

Plogoff : les mairies annexes installées par la force

Plogoff est calme et sort pratiquement intact d'une difficile épreuve. Cela en dépit de toutes les redoutables prévisions avancées depuis quelques jours.

La commune, pourtant, a incontestablement vécu quelque 36 heures dans une atmosphère de rare tension. Pour finalement accueillir, contre le gré de ses habitants, les deux fourgonnettes qui abritent les registres de l'enquête d'utilité publique dont doit légalement faire l'objet le projet d'implantation d'une centrale nucléaire sur le territoire.

Puisqu'il faut le résumer, disons que l'affaire s'est jouée en deux actes assez nettement distincts.

Le premier est nocturne. Il commence mercredi, à 22 h. La tempête est dans le ciel et sur les flots, mais pas dans les esprits comme on va le voir.

Sur les routes qui entrent dans Plogoff, la popula-

tion entreprend de dresser d'impressionnantes barrières. Pneus usagés, pierres et gravas, câbles d'acier, vieilles carcasses de voitures, arbres abattus, tout est bon pour élever les obstacles destinés à couper le chemin aux forces de l'ordre.

Derrière ces barrières ondules d'huile de vidange, arrosées de carburant, prêtes à s'enflammer, tout Plogoff attend, dans la tristesse, certes, mais aussi la dignité et la détermination.

Ce sont un chant breton et quelques slogans fermement scandés qui accueillent les gardes, vers 4 h du matin. La force aura raison des plus inébranlables bonnes volontés locales. Ce dont d'ailleurs jamais personne n'avait douté.

Un peu avant 8 h, les colonnes armées convergent donc vers la mairie. Dans la cour s'est réfugiée la tota-

lité des habitants. Ils essuieront un tir tendu et nourri de grenades lacrymogènes. On peut se demander pourquoi ce tir, tant il est vrai qu'à aucun moment les gens de Plogoff n'ont donné l'impression qu'ils allaient se départir de la dignité dans laquelle ils s'étaient installés dès le départ.

A la fin d'une nuit sans sommeil quelques opposants assistent, la mort dans l'âme, à l'ouverture des deux bureaux de mairie annexes.

Devant ces mairies, 2 à 3.000 manifestants vont se rassembler l'après-midi. C'est le deuxième acte de la journée.

Répondant à l'appel de Plogoff, les habitants de la région apportent par leur présence, leur soutien au Cap-Sizun en deuil pour cause de projet nucléaire.

Sous la houlette de Jean-Marie Kerloc'h, maire de

la localité, le cortège s'est mis en marche. Devant les bureaux annexes dont il ne veut pas connaître l'existence, Jean-Marie Kerloc'h donne le mot d'ordre de dispersion. La foule mettra quelques dizaines de minutes avant d'obtempérer. Mais dès 16 h un flot de voitures déjà très dense quitte le Cap sans que le moindre incident ait été noté.

Deux actes sont joués, donc. Mais l'enquête d'utilité publique, dont l'ouverture a servi de prétexte à cette journée, va durer six semaines. Dès dimanche, diverses associations antinucléaires ont appelé leurs adhérents à la rescousse de Plogoff. Qui pourrait se hasarder à prétendre que tout se passera toujours dans le même bon ordre qu'hier jusqu'à ce que les registres de l'enquête soient refermés ?

Louis-Roger DAUTRIAT

Nuit blanche à Plogoff

De mémoire de Capiste qui remonte à la dernière guerre, on n'avait jamais vu ça. Ça, c'était dans la nuit des casques, des camions, des blindés. Des lumières de cyclope avançant lentement mais sûrement. Et puis, balayant tout, la mer roulant son flot de la baie des Trépassés au Loch.

Plogoff encerclé

On peut penser que le service de renseignement de M. Jean-Marie Kerloc'h, le maire de Plogoff, était au point. Il avait dit « Quatre heures... ».

A 4 heures pile commençait l'opération de la gendarmerie. Auparavant, à Mel-Kerharo, sur le territoire de Clédén, quelques grenades lacrymogènes avaient été lancées. Car Clédén non plus, comme Goulien, comme Primelin et, bien sûr comme Plogoff, ne voulait pas d'enquête pour la centrale nucléaire en question.

Mais les choses sérieuses commencent à la baie des Trépassés, et, pratiquement en même temps, dans la ligne droite du Loch. On vit des fusées rouges jetées, non pas par les habitants en détresse, mais par les gendarmes eux-mêmes, ce qui a pu intriguer sans doute les navigateurs non prévenus, mais ce n'était pas le moment de dresser des procès-verbaux. On vit surtout des déploiements martiaux après beaucoup d'hésitations, de marche hésitante dans le décor extraordinaire de barrières en feu. Et, derrière,

une foule consternée. Des chants. Et des cris.

Calmes et dignité

« Il n'y a pas eu d'affrontements », dit la préfecture. Ce n'était assurément pas du fait des fusils progressant en catimini dans l'obscurité, derrière des projecteurs, mais d'une population tout entière dressée et cultivant un calme impressionnant.

Cela dura trois heures et demie. Trois heures et demie, quatre heures de lente, très lente progression, parmi les pneus enflammés, les moissonneuses hors d'usage, les carcasses de voitures, les tonnes de pierres déversées sur la chaussée et les câbles passés sous les ponts. Un véritable travail de maquisard auquel le colonel Charlot, commandant le groupement de gendarmerie, devait rendre hommage d'ailleurs à la fin de ce qu'il faut appeler quand même les hostilités.

Tout ce que Plogoff compte d'âmes se retrouvait derrière les barrières, les mains vides, mais le cœur chaud. Et beaucoup pleuraient.

Et la nuit se passa, longue, angoissante, poignante, avec ce vent qui secouait le raz. Les gendarmes se heurtèrent à un mur de feu. Malgré leurs grands moyens et ils furent tous mis en œuvre - ils eurent beaucoup de mal à progresser. En les voyant s'élever à couper à la main, très artisanalement, de gros câbles dont les pêcheurs se servent,

la foule criait : « Allez les Verts ! ».

Et d'autres mots moins amènes.

Un peu plus tard, les gendarmes parvinrent près de la mairie, où, dans un réflexe publicitaire, les assiégés s'étaient rassemblés.

Deux blessés une indisposition

On les voyait avancer et des chants encore s'élevèrent. Quand soudain, à l'irs tendus, directs dans le tas, fusèrent les grenades lacrymogènes, qui frappèrent de plein fouet une épaule et un poignet, faisant deux blessés légers, soignés par le docteur Boccou et provoquant par leur fumée plusieurs indispositions, dont celle de Mme Amélie Kerloc'h, l'adjointe au maire.

Au préalable, sur la tranchée du Loch, M. Jean-Marie Kerloc'h s'était avancé à visage découvert, l'écharpe tricolore en bonne évidence, et, devant les journalistes munis de brassards, un capitaine lui avait rétorqué qu'il avait ordre de débayer le terrain coûte que coûte. Que cela plaise ou non.

Derrière les escadrons les mairies annexes

Et quand le jour se leva, on put voir des visages de gendarmes mobiles curieusement passés au noir. Le noir de la dissuasion. Ce qui n'a pas manqué d'intriguer. Le fait

aussi qu'ils n'étaient pas tous très jeunes...

Mais derrière leurs escadrons déployés, les camionnettes servant de mairie annexe pour l'enquête d'utilité publique, en vertu des pouvoirs du délégué spécial nommé par le préfet à la place du maire défaillant, et pour cause, sorti du petit séminaire de Pont-Croix et furent placées sous la protection des gendarmes entre le calvaire et la jolie chapelle de Saint-Yves, entre le bourg et Lescoff.

La légalité était sauve. Elle a été acquise au prix d'une nuit blanche, qui marquera certainement dans les annales.

René PICHAVANT

Le Cap en deuil

Audiernne vide

L'opération « Le Cap en deuil » a été menée à bien. A Plogoff, bien sûr, les commerces, les écoles, la mairie étaient fermés. Mais à Clédén aussi, à Goulien, à Primelin, les communes également concernées, Esquibien, Plouhinec et ailleurs par l'enquête d'utilité publique. Dans les quatre communes, les mairies-annexes étaient installées par la force et n'avaient reçu que des visites de curiosité.

La plus grande impression était produite incontestablement à Audiernne, absolument vide hier.

La position du préfet du Finistère

A la suite des événements qui se sont produits au cours de la nuit du 30 au 31 janvier, sur le territoire de la commune de Plogoff, la préfecture du Finistère communique les informations suivantes :

« Des barrages ont été établis dans la soirée du 30 janvier sur certaines routes du Cap-Sizun pour empêcher le libre accès aux communes sur le territoire desquelles doit avoir lieu, à partir du 31 janvier, l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de centrale nucléaire de Plogoff. »

« Il a donc été nécessaire de faire procéder à la destruction de ces barrages pour permettre, conformément à la loi, le libre déroulement de cette consultation publique. »

« L'enquête constitue une étape essentielle à l'information des populations sur le projet de centrale comme sur les problèmes de l'énergie en général et de l'énergie nucléaire en particulier. Son déroulement est donc indispensable à l'exercice de la liberté d'information et de la liberté d'expression. »

« Aucun affrontement n'a eu lieu au cours de la nuit ; il n'y a aucun blessé. »

« Les camionnettes servant de mairies-annexes sont en place dans les quatre communes concernées par l'enquête d'utilité publique. »



Sur le barrage du Loch, le maire, Jean-Marie Kerloc'h, parle avec les gendarmes mobiles. Un capitaine fait savoir qu'il a ordre de débayer le terrain coûte que coûte.

Une manifestation dans le calme

Après une nuit tendue mais exempte de graves incidents, on s'interrogeait sur la tournure que pourrait prendre, l'après-midi, la manifestation de protestation contre l'ouverture de l'enquête d'utilité publique et l'implantation, à cet effet, de deux mairies-annexes.

Vaines inquiétudes. Les 2 à 3.000 manifestants, venus prêter l'appui de leur action aux habitants de Plogoff, n'ont jamais dérogé à la règle de calme qui n'a cessé d'être appliquée hier.

Dans un ordre exemplaire, tout le monde s'est rassemblé sur la place de la Mairie (la vraie) pour se rendre à pied devant les deux camionnettes, organisées pour les besoins de l'enquête, en « bureaux de mairies-annexes ».

Les gendarmes mobiles qui protégeaient ces deux bureaux ont essuyé une belle bordée de quolibets et autres mots, teintés tantôt de simple humour, souvent de féroce ironie. Mais jamais la tension ainsi créée n'a laissé craindre le moindre débordement. Les armes étaient prêtes. Elles sont heureusement restées muettes.

Cette constatation n'entame en rien, bien sûr, le sens symbolique et très profond que les manifestants entendaient donner à leur action. Les habitants du Cap ont démonté, une fois de plus, qu'ils sont

globalement hostiles à l'implantation de cette centrale nucléaire sur leur territoire. Ils ont aussi prouvé leur aptitude à trouver dans la population bretonne de nombreux soutiens. Les volontaires ne manquent pas pour répondre aux appels. Ils sont essentiellement recrutés chez les jeunes. Et la composition du cortège en témoigne. Les femmes ne se font pas prier non plus pour rejoindre les rangs.

Autre caractéristique de la résistance au Cap : elle ne faiblit pas. C'est vrai, les indices peu à peu s'accumulent, qui tendent à faire penser que le dossier avance. L'ouverture hier des deux mairies-annexes (même non reconnues par l'opinion locale), le démarrage de l'enquête d'utilité publique (qui est, certes, dénoncée) sont deux faits qui viennent s'inscrire dans cette série d'indices.

Et pourtant, la perspective de l'ouverture du chantier continue à apparaître à Plogoff comme très hypothétique. Pour les habitants de la commune, rien n'est fait, loin de là. Et en conséquence, le moment n'est sûrement pas venu de relâcher l'effort.

On en trouvera la prochaine preuve dès dimanche. Ce jour-là, en effet, à l'appel de multiples organisations syndicales et politiques, un autre rassemblement est prévu. Il promet d'être aussi spectaculaire que volumineux.



Après une nuit tendue, la manifestation de l'après-midi réunissant 2 à 3.000 personnes, s'est déroulée dans le calme. Ici, les gendarmes mobiles protègent les mairies annexes.



A 7 h, les blindés légers de la gendarmerie et le convoi de camions ont entrepris, à la lueur des projecteurs, de dégager une barricade de trois voitures incendiées au pont du Loch.

Photos Eugène Le Droff

Question écrite de Mme Jacq (P.S.) au ministre de l'Intérieur

Dans une question écrite, Mme Marie Jacq, députée socialiste de la circonscription de Morlaix, attire l'attention du ministre de l'Intérieur sur les événements graves survenus jeudi à Plogoff. Il ne saurait être question, dit-elle, d'imposer une centrale nucléaire contre la volonté des populations locales. Or, depuis quelques jours, prétendant une enquête d'utilité publique, c'est en véritable camp retranché qu'a été transformée la région de Plogoff.

En conséquence, elle demande au ministre quelles mesures il entend prendre pour retirer les forces de l'ordre et rétablir ainsi le calme dans la région.

Vendredi 1^{er} février 1980



Entre le calvaire et la chapelle Saint-Yves, à 9 h, les camions mairies annexes sont installés sous la garde des gendarmes mobiles.